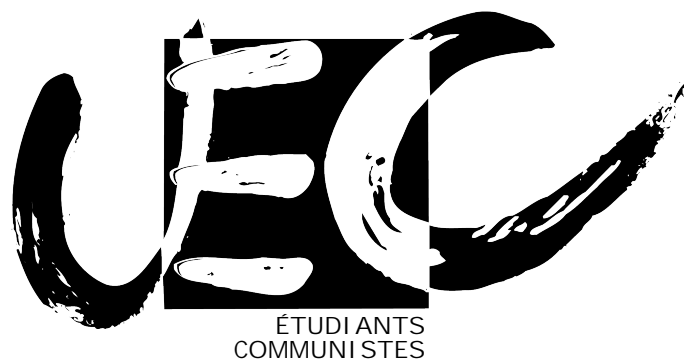


LIVRET EXPLICATIF DES REFORMES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC FRANCAIS

Notre éducation n'est
pas une marchandise !



Pour l'extension d'une éducation
publique, laïque et républicaine !



Sommaire :

• Éditorial.....	3
• École publique prise pour cible	
Un lycée à l'allure de fac... sans moyens.....	4
Primaire et collège menacés.....	5
• Enseignement supérieur en danger	
Plan Campus : fac contre fac.....	6
Plan Campus : aspect financier et relation avec le privé.....	7
Plan Réussite en licence.....	8
• La Recherche	
Pilotage politique et course à la rentabilité.....	9
La refonte des statuts.....	10
• Éléments d'un contre projet pour l'enseignement en France.....	11



L'édito

Enseignement en danger !



La Loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) impulsée l'an dernier par Valérie Pécresse est aujourd'hui en pleine mise en oeuvre.

La ministre décrivait alors cette réforme comme la mise en place d'un simple cadre technique pour accueillir de vastes plans qui amélioreraient nos conditions d'études, la qualité de nos formations et de leurs débouchés, le statut des personnels, la Recherche...

Il s'agissait en réalité de mener une bataille politique de premier ordre. La LRU n'était pas UN cadre mais LE cadre qui lui permet de mettre en place 4 plans pour en finir avec l'enseignement public et démanteler les structures de Recherche en France.

Les suites de la LRU, dans les mois qui viennent, c'est :

- **La concurrence entre les universités avec "l'Opération Campus"**, qui fait du supérieur un vaste champ de ruines où sont érigés quelques établissements d'excellence.
- **La casse du cadre national des diplômés (avec le mal nommé "Plan Réussite en Licence")**, qui sélectionne les étudiants et individualise les parcours, détruisant toute possibilité de revendications collectives.
- **Une mainmise du gouvernement renforcée sur la Recherche**, attendant à la liberté de recherche et mettant en péril la recherche fondamentale.

L'année dernière la ministre annonçait également "un effort sans précédent" pour le supérieur. Pendant l'été **le gouvernement annonce cette année 900 suppressions de postes !** Effort sans précédent puisque depuis 15 ans, aucun gouvernement n'avait autant détruit d'emplois dans le supérieur ! Quant aux milliards promis, sachez qu'ils ne sont toujours pas programmés. Les frais d'inscription par contre ont encore augmentés cette année comme vous l'aurez constaté.

Les dangers ne concernent pas que le supérieur. Nous reviendrons pour commencer sur les attaques sur l'Ecole : à la destruction de la carte scolaire et aux 11 000 suppressions de postes viendront bientôt s'ajouter **des réformes, notamment de structure, qui visent à en finir avec l'Ecole publique.** La "réforme du Métier d'Enseignant" prévue par le gouvernement pourrait restreindre l'accès à la profession, diminuer la formation des professeurs et serait un nouveau pas dans la casse de la fonction publique.

Cette politique gouvernementale n'a qu'un but : servir les intérêts d'une minorité dominante en écrasant un peu plus la majorité des citoyens. Des formations moins reconnues pour une majorité d'étudiants, c'est de la main d'oeuvre employable à bas coûts sur le marché ; des milliards pour sauver les banques, des plans de rigueur pour le Service public, "faute de moyens" !

Pour conclure ce livret nous essaierons de donner à voir ce que peut être un enseignement supérieur dans lequel chacun peut s'émanciper. Construisons-le ensemble !

Igor Zamichiei, secrétaire national de l'UEC

Pour adhérer ou rester en contact avec l'UEC

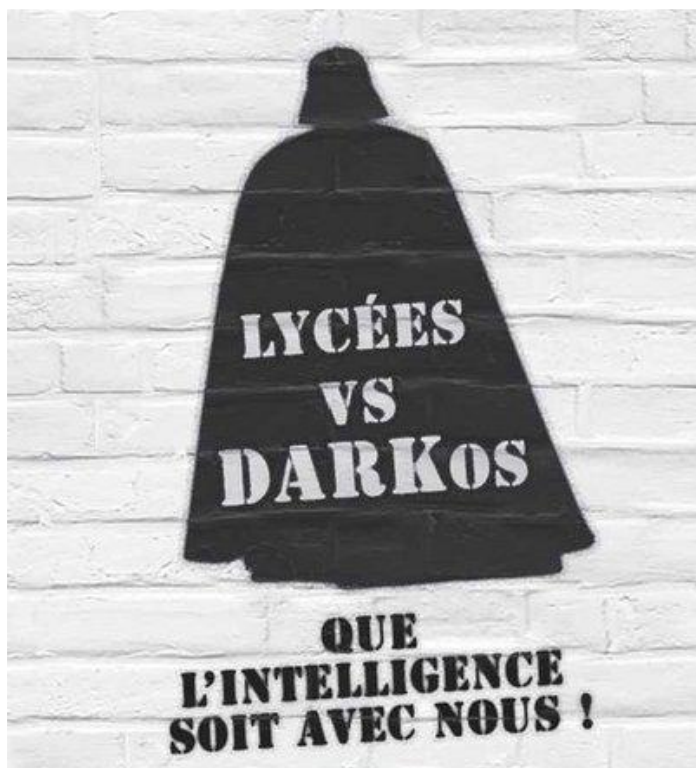
Inscris-toi à la newsletter sur <http://etudiants-communistes.org> - contact@etudiants-communistes.org
UEC - 2 place du colonel Fabien, 75019 Paris - tel : 01 40 40 12 45

Un lycée à l'allure de fac... sans moyens !

L'Université n'est pas la seule à subir les attaques du gouvernement. C'est tout le système d'éducation, de la maternelle au lycée, qui est en train d'être transformé selon le modèle néo-libéral.

Lycéens attaqués

Au lycée, c'est d'abord l'enseignement en groupe qui est touché : fini les petits groupes, qui permettaient aux enseignants d'aider les élèves les plus en difficulté. Le gouvernement préfère des heures supplémentaires hors du temps scolaire, stigmatisant les élèves qu'il qualifie de "faible". Les professeurs seront chargés d'assurer ces cours... sans qu'il soit question d'une revalorisation salariale !



Enseignants précarisés

Pour compenser les postes manquants suite aux suppressions de postes massives dans l'éducation nationale, les enseignants devront se tenir à disposition de l'établissement, évidemment en plus de leurs heures de cours...

Avec la semestrialisation, le nombre d'heures par matière pourra être réduit en toute discrétion... comme ça a été le cas lors du passage au LMD dans les universités.

Avec tout ça, si les conditions d'enseignement ne se dégradent pas...

La fin du cadre national

SONDAGE

Selon un sondage CSA du 26 août, **68% des français pensent que les suppressions de postes ont un impact négatif sur la réussite scolaire.**

Darcos peut se consoler avec les 9% d'insouciantes qui pensent qu'on peut faire mieux avec moins de moyens...

Le gouvernement veut instaurer, dans le cadre de la semestrialisation, un enseignement modulaire, sur le modèle universitaire : **un socle commun de connaissances réduit pour l'ensemble des lycéens, complété par des modules.**

Ce système conduira non seulement à accroître les inégalités entre élèves au sein d'un même établissement, mais surtout détruira le cadre national du bac en instaurant des inégalités entre établissements. Combien d'élèves, dans ces conditions, se verront refuser l'accès à une filière universitaire suite à un mauvais choix dans leurs modules?



Comprendre...

La casse de l'École de la République

**Collège
sous
pression**

Au collège, le gouvernement poursuit les mêmes objectifs : **avec la mise en place du socle commun, et sous prétexte de répondre à l'échec scolaire, le gouvernement diminue le niveau d'exigence au lieu d'accroître les moyens.** Là encore, alors que les cours en petits groupes sont supprimés pour faire des petites économies, on les remplace des « projets personnalisés ».

Diviser, individualiser, stigmatiser, est-ce la réponse à l'échec ?

Postes supprimés :

2006 : 5000

2007 : 8500

2008 : 11200

2009 : 13 500 ? (d'après l'annonce de Darcos le 9 juillet, et la préparation du budget de l'Etat)

A l'inverse, le nombre de naissances entre 1994 et 2007 (soit les enfants scolarisés en ce moment) a augmenté de 12% !

Profits du CAC 40 :
99,1 Mds € en 2007

**EN
CHIFFRES...**

Budget de
l'éducation
nationale hors
université : 59,9
Mds € en 2007

DERNIERE MINUTE...

Nouvelle étape : la disparition de l'histoire-géo et des mathématiques. Xavier Darcos veut en effet enlever ces matières du tronc commun en 1ère et terminale. Le gouvernement voudrait-il empêcher les jeunes de prendre conscience des réalités de l'Histoire (révolutions, résistances, gains obtenus par la lutte,...) et leur ôter l'esprit de déduction des mathématiques ?

Après, il restera le choix pour les lycéens d'étudier ces matières... tout dépendra alors de leur niveau d'éducation et du contexte familial !
Systeme de reproduction sociale ?

Primaire pour tous ?

A l'école primaire **le volume horaire est réduit dès cette rentrée.** Suite à la suppression du samedi matin, on densifie les cours et les heures dédiées à l'aide aux élèves en difficulté passent hors du temps scolaire.

Avec la mise en place du socle commun de connaissance, **le gouvernement réintroduit l'éducation morale et assimile l'apprentissage de la langue française à la grammaire et la récitation... pédagogie d'un autre temps !**

Suite à l'intégration des IUFM aux universités, le mode de recrutement est menacé. Au programme : **disparition du concours de professeur des écoles au profit d'un recrutement sur contrat de droit privé,** selon les compétences de chacun.

Le retour du projet d'EPEP (Etablissements publics d'éducation primaire), s'inscrit dans une logique d'autonomie des établissements, recrutant et payant eux même leurs enseignants.

Quant à la maternelle, lieu public d'accueil, de socialisation, d'éducation de la petite enfance dans un cadre laïque et républicain, Darcos juge qu'il n'est pas nécessaire de payer des gens à bac +5 pour faire faire la sieste à des enfants. **La suppression totale de la maternelle serait-elle à venir?**

Voilà donc l'école que construit le gouvernement : inégalité de dispense des enseignements sur le territoire, enseignants précarisés, individualisation des parcours des élèves.

L'éducation à deux vitesses n'est pas qu'une question de moyens, c'est un choix politique !





Comprendre...

Le Plan Campus

Fac contre fac

Objectif : "Un effort sans précédent est actuellement consenti par l'Etat en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche, afin de replacer la connaissance et l'innovation au coeur de notre économie, de rapprocher entreprise privée et recherche publique, et de relancer la France dans la compétition internationale." Cahier des charges de l'Opération Campus, 04/02/2008, page 3

La politique de la droite est de mettre en concurrence les territoires, les établissements, les personnels et les étudiants dans une course qui va mener à un enseignement supérieur à deux vitesses : d'un côté 10 "pôles d'excellence" et de l'autre des formations au rabais pour la majorité des étudiants.

Les critères de sélection des dix pôles "Plan Campus" (d'après le Cahier des charges de l'opération Campus, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, 4 février 2008) :

- "1) La capacité à développer des pôles d'excellence de formation et de recherche ;
- 2) La capacité à optimiser le patrimoine immobilier à l'aune de l'urgence immobilière ;
- 3) Le développement d'une vie de campus ;
- 4) Le caractère structurant et innovant du projet pour le territoire."

1) Il est proposé de donner 5 milliards à des formations "d'excellence" mesurée au travers de critères plus que contestables (le fameux "classement de Shanghai"), tandis que les autres universités seront priées de quêter leurs ressources auprès des entreprises locales et régionales, abandonnant la partie "recherche" pour se consacrer à la formation d'une main d'oeuvre employable.

2) Déjà la LRU permettait de transférer l'immobilier universitaire au privé par le biais de fondations (Art. 28 de la LRU)... Derrière cette "optimisation" se cache donc l'encouragement, sur des fonds publics, d'ouvrir un nouveau champ de spéculation financière au privé : l'immobilier des universités.

3) ... une "vie de campus" dans des locaux surdimensionnés, conçus non pour favoriser l'échange mais la consommation des cours ? A ce titre, le nouveau campus Paris Rive gauche est révélateur !

4) "Structurer le territoire" ne signifie pas que l'université aura un impact positif et formateur pour son territoire mais que le territoire (et surtout son tissu d'entreprises, via des Partenariats publics - privés, comme détaillé à la page suivante) s'impose à l'université.

Filière contre filière

Le gouvernement met en avant pour le financement les enseignements à forte valeur ajoutée sur le marché comme les bio-technologies ou les nouvelles technologies de la communication. Encore une fois, il réaffirme qu'il existerait un enseignement utile à la société, à l'opposé des disciplines "inutiles".

La preuve ? Lors de la sélection de Grenoble comme Pôle campus, la fac de lettres "Grenoble 3" est exclue du projet... De même à Lyon, puisque le site de Bron n'est pas concerné : cette antenne universitaire est pourtant la plus dégradée (est ce donc un plan pour l'immobilier alors ?) mais la plus littéraire... Et malheureusement il en va de même pour Toulouse...



Le Plan Campus

Service public contre service public (la question financière)

"L'Etat consent un effort sans précédent, en décidant de financer massivement le développement de ces campus à travers la cession d'une partie de sa participation dans le capital d'EDF à hauteur de 5 Milliards d'euros." Communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, février 2008

Déshabiller Pierre pour habiller Paul. Si tout effort en matière d'investissement pour les universités est à saluer, il reste inacceptable que ce financement se fasse au détriment d'un autre service public, peu à peu livré au privé... D'autant plus que l'incapacité du président, qui annonça à grand renforts de médias complaisants la privatisation, provoqua une chute du cours et conduisit à ne récupérer que 3,7 Mds sur les 5 attendus !

3,7 milliards pour l'université... des dizaines de milliards pour sauver la finance de ses propres erreurs ! Le choix de société est plus qu'évident...

Un mensonge d'Etat ! Les 3,7 milliards de recettes ne peuvent pas en effet être injectées directement dans le budget de l'Etat ! Ils ont été placés sur un compte du Trésor dit d'« affectation spéciale », puis sur des produits financiers comme des bons du Trésor pour ne rapporter que, à partir de 2009, 200 à 250 millions d'intérêts ! Bien loin des 5 milliards non ? Pire, ces intérêts financeront (sous la forme de « loyers ») les consortiums privés retenus pour rénover les universités, dans le cadre de partenariats public-privé (PPP). Le privé et la finance, tout pour plaire dans un contexte de crise mondiale !

Combien d'étudiants ?

"Campus"	Nombre d'étudiants (% national)
Aix-Marseille.....	70 000 (3,10%)
Bordeaux.....	54 789 (2,43%)
Grenoble.....	47 118 (2,09%)
Lyon.....	72 878 (3,23%)
Montpellier.....	51 487 (2,28%)
Paris Nord.....	100 000 (4,42%)
Strasbourg.....	38 581 (1,71%)
Saclay.....	72 000 (3,21%)
Toulouse.....	74 616 (3,30%)
TOTAL.....	25%
France.....	2 258 000

Source : Ministère 2008



PPP ? Kézaco ?

Le « Partenariat Public-Privé » est un modèle économique venu directement de l'Angleterre de Thatcher qui consiste à associer une entreprise de construction, une banque et un prestataire de service, liant la réalisation d'un équipement à son exploitation. Les PPP tendent à recouvrir le Service public (hôpitaux, secteur de l'éducation, transports...) et ont pour objectif la meilleure rentabilité du capital investi... au mépris des règles fondamentales du service public : égalité de traitement, continuité, adaptabilité du service.



Comprendre...

Le Plan Réussite en licence

Licence en solde

L'objectif affiché de la réforme est d'améliorer le taux de réussite des étudiants en licence afin d'amener 50% d'une classe d'âge à un niveau bac+3. Si la situation actuelle paraît justifier un tel objectif, les mesures proposées pour y parvenir posent de graves problèmes.

Ces mesures tiennent en 3 points :

- **Une « orientation active » des lycéens** reposant d'une part sur la publication du nombre de places disponibles dans les filières et de leur taux de réussite, d'autre part sur des entretiens personnalisés avec les lycéens, l'Université donnant ensuite un avis sur leur choix de filière.

- **Une rénovation de la licence en ajoutant au diplôme un descriptif des compétences acquises, définissant aussi un champ de « métiers cibles »**

- **Une professionnalisation des filières avec un stage obligatoire en L3**, sans aucune garantie des conditions pédagogiques de celui-ci

L'orientation active pour les lycéens constitue un moyen de sélection aboutissant à la dévalorisation de certaines filières. Il s'agit d'influencer le choix des futurs étudiants en jouant sur leurs peurs et celles de leurs parents face à la crise de l'emploi. La stigmatisation des filières jugées peu rentables à court terme (via la publication de statistiques) légitime au final leur disparition.

L'annexe aux diplômes décrivant les compétences acquises accentue l'individualisation des diplômes : tout en ayant suivi la même formation que votre voisin, vous n'aurez pas le même diplôme, selon l'université et les options choisies. **Cette casse du cadre commun de la Licence rend impossible l'utilisation du diplôme comme base de négociations salariales permettant d'obtenir des conventions collectives.** Après la remise en cause du droit de grève dans les écoles (Service minimum oblige), le gouvernement touche ici au point central qui anime tout mouvement social : le collectif.

La professionnalisation des licences générales se traduit dans les faits par la diminution des enseignements fondamentaux au profit de l'apprentissage de langues ou de l'usage des nouvelles technologies censé **rendre les étudiants immédiatement "employables", selon des normes plus que volatiles car définies sur le marché.** Avec ces réformes, le rôle de l'université est ainsi réduit à fournir une formation à la fois ultra-spécialisée et superficielle se résumant bien souvent à **un portefeuille de compétences immédiatement utilisables par les entreprises, qui se déchargent du même coup de leurs responsabilités quant à la formation des salariés.** Toute possibilité d'évolution dans une carrière professionnelle à partir d'un diplôme constitué de savoirs variés et approfondis est désormais obsolète... sans parler d'une hypothétique émancipation par le savoir commun, tout à la fois largement partagé et de haut niveau !

Pour adhérer ou rester en contact avec l'UEC

Inscris-toi à la newsletter sur <http://etudiants-communistes.org> - contact@etudiants-communistes.org
UEC - 2 place du colonel Fabien, 75019 Paris - tel : 01 40 40 12 45



Comprendre...

La Recherche : pilotage politique et course à la rentabilité

Pour Valérie Pécresse, la Recherche française est en panne et ne répond pas à l'exigence "de développement économique et de l'amélioration du quotidien des citoyens". Et elle ajoute : "il suffit pour s'en convaincre de relever que, malgré le talent exceptionnel des chercheurs français, le nombre de brevets déposés chaque année en France demeure trois fois moindre qu'en Allemagne."

Ainsi la qualité d'un système de Recherche se mesurerait à sa capacité à développer l'économie et au nombre de brevets déposés ? En fait si la droite au pouvoir attaque ainsi la Recherche française, c'est pour mieux justifier sa mise sous tutelle progressive.

Valérie Pécresse (4 Juin 2007, Le Parisien) : « Pendant longtemps, on a financé des structures de recherche plutôt que des projets. Les politiques ne s'autorisaient plus à définir des priorités, certains organismes ont pris l'habitude de définir eux-mêmes leur stratégie. **J'estime que ce pilotage doit être fait par le ministère**, avec le concours de l'Agence nationale pour la recherche (ANR) ».

Voici enfin venu le temps de la main-mise du pouvoir politique sur le savoir :

- le démembrement en filières séparées du CNRS affaiblit les capacités de résistance aux injonctions venues d' « en-haut ».
- les directeurs d'Instituts seront nommés par le gouvernement.
- les Instituts ne sont pas dotés de conseils scientifiques indépendants.
- **L'Agence nationale de la recherche dispose des fonds, d'un conseil d'administration nommé mais d'aucun conseil scientifique ! Seul le lobbying devient alors moyen de financement, puisque les critères scientifiques n'ont pas de place réservée !**

Le financement sera donc distribué au mérite, en fonction des « résultats », examinés par des commissions de moins en moins académiques, renforçant toujours la mainmise de l'État et du patronat sur la recherche française.

L'ANR aura dorénavant les crédits, biens supérieurs à ceux alloués au CNRS, l'AERES (Agence d'évaluation de la recherche scientifique) aura la mainmise sur les programmes de recherche, au détriment du conseil scientifique du CNRS.

En fait si la droite au pouvoir attaque ainsi la Recherche française, c'est pour mieux justifier sa mise sous tutelle progressive. Plus précisément, le gouvernement estime de sa compétence l'élaboration des stratégies nécessaires à la réalisation des orientations de Recherche.

Le but de ce contrôle politique imposé par le gouvernement est de servir les intérêts privés. Là aussi les paroles de la Ministre sont limpides : "la Recherche doit renforcer la compétitivité de notre économie : sans appui de la recherche publique à quelques technologies clés [...] sans réflexion d'ensemble sur les marchés particulièrement porteurs, les entreprises françaises ne seront pas suffisamment armées pour affronter la concurrence mondiale". Cette politique de créneaux ciblés, associée au manque d'investissement public pour la Recherche fondamentale, conduit une partie de la recherche française à la disparition pure et simple à moyen terme.



Quel statut pour les chercheurs ?

Le statut d'enseignants-chercheurs est attaqué pour accélérer ce processus. Un seul mot d'ordre : "rationaliser". **Sous ce prétexte, les emplois stables sont remplacés par des emplois de contractuels, sur des CDD courts pour la plupart, financés en bonne partie par l'Agence Nationale de la Recherche et sans aucune perspective autre que la précarité pour les jeunes chercheurs.** Or la stabilité des emplois dans la Recherche est garante de l'autonomie des chercheurs et de la possibilité de prendre des risques dans les domaines explorés. Les dispositions de la LRU ne sont malheureusement qu'un premier pas dans l'entreprise de casse de la fonction publique engagée par le gouvernement.



D'après Sauvons la Recherche : "Dans les années 80, l'importance en pathologie humaine de la famille des lentivirus était ignorée. Si les stratégies gouvernementales actuelles de rentabilité économique immédiate avaient été appliquées à l'époque, les équipes travaillant sur ces sujets auraient pu alors disparaître. Les conséquences ? L'équipe du Pr Luc Montagnier n'aurait jamais découvert le virus du SIDA"

Et donc pas de nobel français !

Précarité reconnue... même par le gouvernement !

D'après le Rapport d'activité 2007 de l'ANR, "un volume de 5 957 hommes/an [4500 en 2006] est financé sur crédit ANR, soit 1,37 CDD de trois ans par projet (1 en 2006)".

En bref, on développe le contrat à durée déterminée, sur des postes "ETP" (Equivalent temps plein, moyen aisé de masquer la hausse de la précarité) avec l'accord et le soutien de l'Agence nationale de la Recherche !

Les rapports Hoffmann et Schwartz : il s'agit de rapports sur le recrutement et la carrière des chercheurs (Hoffmann) et des personnels (Schwartz).

S'ils souhaitent officiellement revaloriser le statut des chercheurs et personnels, ils préconisent l'individualisation des parcours professionnels (constituant comme toujours la première atteinte aux conventions collectives du régime public), la création d'un « statut national aux modalités de gestion locales » (une forme de décentralisation qui n'est jamais de bonne augure dans le service public), des changements dans les recrutements pour casser le modèle de recrutement par les pairs des chercheurs, etc.



Construire un projet alternatif...

Pour un enseignement public, ambitieux et accessible à tous !

Face aux évolutions économiques très rapides du capitalisme, face aux nouveaux défis environnementaux ou à la révolution informationnelle, le besoin de formation est immense et oblige les différents secteurs de la production à former des travailleurs aptes à s'adapter aux évolutions rapides du système. **La croissance des qualifications, la recherche et l'innovation sont donc légitimes et nécessaires.**

Ainsi, en France, 57% des jeunes suivent des études supérieures (BTS, IUT, post-bac). **Cependant, cette massification de l'enseignement supérieur – le besoin pour la société de former un maximum de jeunes, afin de s'appropriier les savoirs et de maîtriser les connaissances – ne peut objectivement pas cacher que sa démocratisation n'a pas eu lieu. Nous luttons donc pour réaliser l'unification du supérieur visant à retirer le monopole de la formation des couches supérieures du salariat aux écoles privées et aux filières sélectives.** Car tous ne sont pas logés à la même enseigne ! La possibilité donnée à chaque étudiant de suivre les études qu'il désire selon ses capacités reste conditionnée par ses possibilités matérielles : ses ressources, l'argent qu'il a pour vivre.

En effet, les fils et les filles de la grande bourgeoisie étudient dans les Grandes Ecoles, les Instituts et les filières élitistes (qui leur sont « réservées » par simple sélection sociale) – reproduisant alors l'organisation sociale telle qu'elle existe : gestion et encadrement de la production, postes hiérarchiques et hautes responsabilités administratives. A l'inverse, le plus grand nombre d'étudiants passe par une université publique, dont la dotation par étudiant est au minimum trois fois inférieure à celle des classes prépas !

De plus, avec la LRU et le Plan Campus, le gouvernement crée une concurrence nouvelle entre les établissements publics, entre les étudiants, entre les formations, et au sein même de la recherche : dix pôles choisis, le reste étant laissé à l'abandon, sous la responsabilité des collectivités territoriales (avec les conséquences que cela implique : suppression de filières, de postes d'enseignants, de master-recherche, etc...). Parce que chacun a droit à une éducation de qualité, l'enseignement supérieur doit être un véritable service public et doit réaliser une égalité de traitement de tous les étudiants, peu importe le lieu où ils habitent et dans lequel ils peuvent étudier.

Mais la massification, avec comme corollaire la démocratisation, exigent aussi que l'Etat permette aux étudiants de suivre leurs études correctement et dignement : **l'argent ne doit plus être un critère de sélection.** Pour étudier, il faut des logements (dont les prix sont fixés par des organismes publics), il faut que l'Université soit réellement gratuite (et donc lutter contre les frais d'inscription illégaux et/ou en hausse), il faut une autre politique des transports collectifs, pour satisfaire les besoins des étudiants

Enfin, la démocratisation passe par une requalification des instances collégiales de gestion des Universités, des Crous, des UFR, ... les étudiants ont leur mot à dire : qu'ils se les réapproprient en votant lors des élections universitaires. Pour ce faire, il est de notre devoir de dénoncer la vision technocratique et la gestion « managériale » de l'Université ... les étudiants sont capables de prendre conscience de leurs intérêts propres.





Construire un projet alternatif...

Pour la réalisation de grands objectifs sociaux !

Vers un nouveau rapport université - travail !

Dans le cadre de la société capitaliste, le monde du travail est le cadre de la domination d'une minorité, possédant les moyens de production, sur la majorité, contrainte de louer sa force de travail aux premiers pour assurer sa subsistance. C'est cette minorité, composée des actionnaires, des banquiers et des patrons, que nous appelons les capitalistes. La majorité, elle, est constituée des salariés. C'est à cette catégorie que l'immense majorité des étudiants du service public appartiendra au terme de ses études. La domination des capitalistes, que toute personne ayant travaillé en intérim ou dans un autre job précaire a connu, s'exerce dans l'objectif de capter le maximum de la richesse produite par le travail pour alimenter les profits des actionnaires.

L'Université est aujourd'hui en passe d'être assujettie aux intérêts de la classe dirigeante. La vague de réformes qui démarre au LMD et qui culmine avec la LRU tend à donner à l'Université le rôle de former des salariés dociles et à bon marché, et de développer une recherche seulement capable de générer des profits immédiats. Or, l'Université a vocation à être un lieu influant sur la production de richesses. Le lien entre enseignement et recherche vise à former des travailleurs ayant un recul et une maîtrise sur leur travail et étant par là même capables de faire progresser leur outil de production. La recherche fondamentale permet de donner les outils à la recherche appliquée de demain pour faire évoluer à long terme notre façon de subvenir à nos besoins.

L'Université n'est pas responsable du chômage. C'est l'incapacité des capitalistes à gérer la production de richesses dans le sens de l'intérêt commun qui l'est. Les réformes mettant en avant la « professionnalisation » n'ont comme seul intérêt réel de formater les jeunes à l'idée qu'ils sont en concurrence les uns vis-à-vis des autres sur le marché du travail, afin de mettre à mal les solidarités collectives. En fait, ces réformes ne font que changer l'ordre de la file d'attente à l'ANPE...

Afin de renforcer les solidarités collectives dès l'entrée sur le marché du travail, les étudiants communistes demandent la mise en place d'un service public de l'emploi comportant un dispositif d'accompagnement pour le premier emploi, géré conjointement par les étudiants et les travailleurs pour garantir l'égalité de droits face au patronat. Dans ce cadre, nous défendons le retour à des diplômes nationaux. Ceux-ci permettent de définir une grille des salaires correspondant aux qualifications, de réduire l'écart grandissant des salaires, et d'imposer la reconnaissance de conventions collectives.

Notre combat politique cherche à construire la prise de conscience collective que les intérêts de la masse des étudiants est la même que ceux des salariés qu'ils deviendront pour leur grande majorité. Les capitalistes veulent diviser les travailleurs dans différents groupes arbitraires afin de mieux nous exploiter, unissons nous afin de leur résister !

Pour adhérer ou rester en contact avec l'UEC

Inscris-toi à la newsletter sur <http://etudiants-communistes.org> - contact@etudiants-communistes.org
UEC - 2 place du colonel Fabien, 75019 Paris - tel : 01 40 40 12 45





Construire un projet alternatif...

Une véritable université populaire !

L'accès massif des jeunes à l'enseignement supérieur à partir des années 70 n'a pas permis une véritable ouverture de l'université à l'ensemble de la société. Depuis les années 80 ce sont principalement les représentants d'intérêts privés qui ont eu accès aux instances de décisions. Les dernières réformes du gouvernement et en particulier la LRU n'ont fait qu'accentuer ce processus en réduisant même la place des étudiants dans la démocratie universitaire.

Pourtant l'existence de syndicats, d'associations, d'organisations politiques dans et hors des universités et la part importante qu'y prennent les étudiants, les enseignants et les personnels montrent qu'il est possible de faire de l'enseignement supérieur un lieu de rencontre, de débat, ouvert à tous. A chaque fois qu'une organisation tient une initiative, une conférence, une assemblée générale, c'est un moment où par la discussion et l'action, s'échangent les idées, les expériences et se construisent les aspirations.

Il y a dans les universités les moyens de répondre aux grands enjeux du XXI^e siècle. L'ensemble des connaissances accumulées et diffusées dans les universités doivent permettre de répondre aux controverses sur l'économie, la santé, l'éducation, l'environnement que nous connaissons actuellement. **Si les savoirs restent la propriété de quelques uns, alors nous continuerons de subir cet avenir unique de l'humanité laissé aux mains de décideurs privés, en totale contradiction avec la possibilité de grandes avancées pour l'ensemble des populations.** L'appropriation et la création de savoirs par tous, et tout au long de la vie est donc une priorité.

Pour l'Union des étudiants communistes, l'université doit être au cœur de la société du XXI^e siècle. Nos facs doivent être le lieu de grands débats publics et pour cela on doit permettre à chacun de s'y former quand il le souhaite.

Ainsi, il ne suffira pas, pour briser l'hégémonie culturelle de la classe dominante, d'ouvrir les portes de l'université à la société. Les expériences d'éducatrices populaires sont à saluer, mais l'université reste encore un lieu dans lequel il est difficile de venir pour une large partie de la population. A juste titre, l'université est encore trop marquée comme le lieu de gestation du pouvoir et de la domination. Il nous faut alors développer les expériences d'universités hors-les-murs, de débats scientifiques au cœur même de la cité, irriguant les forces productives, les décisions politiques et l'ensemble des activités humaines. Ainsi la recherche aura pleinement sa place dans une société visant l'émancipation.

Je souhaite rester en contact avec l'UEC

Je souhaite adhérer à l'UEC

Inscription à la Newsletter

Nom / Prénom Université.....

Adresse.....

Mail..... Tel :

A retourner à l'Union des étudiants communistes
2, place du colonel Fabien - 75 019 Paris

